



Les Palestiniens ont besoin d'autre chose que des protestations hypocrites des Biden et des Macron

300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible.

Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne – snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.

Biden-Macron complices de six mois de massacre

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis du Premier ministre israélien, Netanyahu. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent jour après jour.

Cela fait six mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et, dans les faits, soutiennent l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et les Macron sont complices.

L'ordre impérialiste contre les peuples

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 membres de la minorité tutsi par le gouvernement hutu au Rwanda il y a trente ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des armes à Israël et de s'en prendre au gouvernement israélien coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Mais ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

Manifester notre solidarité

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et sur le soutien des manifestations populaires dans le monde. Samedi 6 avril, 100 000 manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Netanyahu. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation du gouvernement israélien d'extrême droite.

Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires encore ces derniers jours, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.

Les joies des réorganisations

Le parc auto du Pecq déménage rue du 11 novembre. Désormais, pour récupérer une voiture ou tout document relatif aux véhicules, il faudra donc cavalier à l'autre bout du site. Les usagers et les gestionnaires vont devoir faire de l'exercice... et perdre du temps.

Encore un changement qui ne nous facilite vraiment pas la vie. Pourra-t-on emprunter des vélos pour ces déplacements supplémentaires ?

Profits renouvelables

Suez a signé un contrat avec Engie : il s'agit de mettre en service 14 centrales solaires photovoltaïques sur des sites de Suez d'ici à 2026 pour alimenter en électricité renouvelable une partie des sites industriels d'eau et de déchets de Suez, en bénéficiant d'un prix garanti par Engie. Le tout présenté comme une grande action en faveur de l'environnement, blabla à l'appui : Suez décarbone son électricité... Le capitalisme vert continue à rapporter alors que le réchauffement climatique ne connaît aucune trêve. Pour sauver la planète, il faut renverser le capitalisme !

Derrière BlaBlaCar... Total

L'entreprise française, leader du covoiturage, réaliserait 40 % (d'après une estimation du Monde) de son chiffre d'affaires par la vente de certificats d'économies d'énergie, des droits à polluer à Total. Or pour calculer combien de certificats recevra BlaBlaCar, l'État suppose que chaque nouvel inscrit sur la plateforme réalisera en moyenne 225 trajets par an lors des cinq prochaines années. Il faut aimer blablater ! Avec ce trucage, l'État vient subventionner une « licorne » française, et permet au groupe Total de continuer à émettre du CO2 à bas prix.

« Taxe lapin », le nouveau gadget pénalisant d'Attal

Le gouvernement sort une nouvelle mesure qui culpabilise les patients. Le patient qui prendrait rendez-vous avec un médecin mais ne viendrait pas se verrait infliger une amende de cinq euros. S'il vaut certes mieux prévenir quand on annule un rendez-vous, toutes sortes de raisons peuvent expliquer ces oublis, à commencer par la maladie elle-même. Cette mesure de diversion ne résout pas la pénurie de médecins et les déserts médicaux, pour lequel Attal n'a aucune solution sérieuse à proposer, sinon la promesse de former davantage de médecins, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs.

Jeux olympiques : des étudiants toujours à la rue

À quelques semaines de l'ouverture des Jeux olympiques, plusieurs centaines d'étudiants qui occupent des logements universitaires (en général des chambres) – qu'ils seront contraints de céder aux « agents publics prioritaires » (policiers, pompiers, agents de sécurité, etc.) ne savent toujours pas s'ils seront relogés ni où. Le collectif Rescrous, créé en février pour dénoncer cette situation intolérable, n'a toujours pas obtenu de réponse du Crous qui gère plus de 3 000 chambres réquisitionnées. Par contre ce dernier propose à ceux obligés de partir des « kits de déménagement » comprenant des rouleaux de papier collant, des cartons, des navettes et... 100 euros. Difficile de se moquer plus ouvertement des étudiants...

Il y a 80 ans : la déportation des enfants juifs d'Izieu

Le 6 avril 1944, 7 adultes et 44 enfants juifs, âgés de 4 à 17 ans, étaient raflés par la Gestapo dans une colonie de vacances d'Izieu. Quarante-huit d'entre eux furent déportés vers Auschwitz-Birkenau, trois fusillés près de Tallin, en Estonie, et une seule adulte reviendra.

Klaus Barbie, chef de la Gestapo qui organisa la rafle d'Izieu fut finalement condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Les gouvernants français de l'époque collaborèrent en France, à la déportation de 80 000 Juifs, dont 11 600 de moins de 18 ans. Nombre d'entre eux ont poursuivi leur carrière dans l'après-guerre, comme Maurice Papon, préfet de police responsable du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961, puis ministre de 1978 à 1981.

Rwanda : Macron nie toujours la complicité française

Il y a trente ans, en avril 1994, commençait le génocide de la population tutsi par le gouvernement hutu, alors proche allié de la France, qui a fait 800 000 morts. Le 4 avril, Macron a reconnu pour la seconde fois que la France « aurait pu arrêter le génocide » mais ne l'a pas fait. Trois jours plus tard, il s'est rétracté ! Les autorités et l'armée françaises, loin de rester passives, avaient en réalité soutenu le gouvernement génocidaire et sont à ce titre également responsables de ce massacre. Car si c'est bien le gouvernement rwandais de l'époque qui a organisé le massacre, c'est avec l'aide et la bénédiction du président socialiste François Mitterrand et de ses ministres de droite du gouvernement Balladur. Une décision de l'impérialisme français mûrement pesée par les dirigeants de l'époque.